

LA TRIBUNE DE NICOLAS BUCHOUD

Quel programme pour la Métropole du Grand Paris ?

Attendue, redoutée, conspuée, saluée, commentée, la Métropole du Grand Paris (MGP) est une réalité incontournable. La MGP n'est pas une couche nouvelle dans le mille-feuille administratif et territorial francilien, c'est un accélérateur du changement, c'est un rouage nouveau et qui, par ricochet, entraîne tous les autres. Depuis le 22 janvier 2015 et l'élection de Patrick Ollier à la présidence de la MGP, le contexte change rapidement. La MGP pourrait bien prendre de vitesse ses détracteurs.

Paris s'organise désormais par rapport à la Métropole. À peine Jean-Louis Missika, a-t-il annoncé les résultats du concours « Réinventer Paris » et lancé les travaux d'un « Arc de l'innovation » entre Paris et sa banlieue que la maire de Paris et première vice-présidente de la MGP, Anne Hidalgo s'est prononcée pour la fusion des arrondissements centraux de la Capitale. Pas à pas, Dominique Alba réussit à faire de l'APUR, l'agence parisienne d'urbanisme, une agence métropolitaine. À leur manière, Patrick Devedjian et Pierre Bédier ne font pas autrement, lorsqu'ils annoncent, en ce début d'année 2016, le projet de fusionner les deux départements des Hauts-de-Seine et des Yvelines.

La démarche sera « progressive », mais elle démarre par la fusion des services de voirie et des SEM départementales d'aménagement.

L'ancien exécutif régional a laissé passer à plusieurs reprises l'opportunité de prendre le leadership pour créer une région métropolitaine robuste. Le nouvel exécutif hérite de ces incertitudes et s'interroge sur les rapports à entretenir avec la Métropole du Grand Paris. Autant le sujet a été absent de la dernière campagne pour les élections régionales, autant la nouvelle présidente de la région Île-de-France Valérie Pécresse en a fait, avec raison, un enjeu essentiel.

Dans les limites territoriales actuelles de la MGP, les regroupements de communes au sein des établissements publics territoriaux se sont accélérés tout au long de l'année 2015. Pour les élus de tous horizons politiques, de Plaine Commune ou

Est Ensemble à Grand Paris Seine Ouest, l'horizon métropolitain est celui qui compte. L'échec relatif du Comité des partenaires sociaux et économiques de la Mission de préfiguration de la Métropole du Grand Paris à peine effacé, le projet de créer un Conseil de développement de la Métropole suscite un vif appel d'air.

Les arcanes de la construction métropolitaine restent parfois bien subtils. Le syndicat Paris Métropole, présidé cette année par Patrick Jarry, maire de Nanterre, mène en ce début d'année une nouvelle réflexion sur une stratégie métropolitaine à grande échelle. On aurait pu imaginer que la MGP engage ce travail. De même, après avoir beaucoup hésité depuis 2013 entre négociation, régulation, leadership, l'État cherche à positionner un représentant de l'administration préfectorale pour diriger l'administration métropolitaine.

Un peu vite, peut-être. La métropolisation n'est pas une mode passagère mais une réalité complexe qui appelle des stratégies de politique publique inédites. Vue depuis Londres ou Moscou ou ailleurs, la création de la MGP est perçue et interprétée comme une évolution très significative du contexte francilien. Mesurons bien toute la portée du phénomène à l'œuvre, à savoir la création d'un échelon territorial de 7 millions d'habitants. Seule une ambition réellement partenariale pourra entraîner l'ensemble du mécanisme. La Métropole est déjà là. La réalité institutionnelle est une nouveauté, mais qui s'inscrit dans le sens de l'histoire. La MGP est le lien qui manquait depuis trop longtemps entre Paris et la Région, entre les quartiers et un monde ouvert, de plus en plus urbanisé.

La MGP ne réussira et ne fera œuvre utile que si elle repose sur un consensus économique et social, et culturel, qui reste à formaliser en priorité. C'est moins compliqué qu'il n'y paraît. Il y a aujourd'hui dans le Grand Paris assez de ressources immédiatement mobilisables. Pour dessiner les contours précis des urgences sociales et intergénérationnelles du moment, la MGP peut compter sur des think-tanks innovants et expérimentés, comme

“La MGP ne réussira et ne fera œuvre utile que si elle repose sur un consensus économique et social, et culturel, qui reste à formaliser en priorité. C'est moins compliqué qu'il n'y paraît.”

“Nous pouvons être à la fois modestes et conquérants si nous nous attachons à élaborer une gouvernance économique partagée avec le même sérieux que celui mis à gérer les équilibres institutionnels et politiques de la MGP.”

le Cercle Grand Paris de l'Investissement Durable, créé en 2011 et rejoint en ce début d'année par la SEMMARIS comme par le Secours Catholique-Caritas France, entre autres. Elle peut aussi s'appuyer sur des réseaux culturels (comme le créatif « Enlarge your Paris »), sur des réseaux sociaux, des médias métropolitains comme *Objectif nouveau Grand Paris...* soit, au total, plus d'une cinquantaine d'initiatives.

Depuis plusieurs années déjà, entreprises, réseaux professionnels, organisations caritatives ont posé les bases d'une dynamique d'innovation sociale et entrepreneuriale forte, opérationnelle, crédible. Il manquait l'institution qui puisse les relayer. Celle-ci existe désormais et il lui suffit de s'ancrer dans un terreau particulièrement riche d'acteurs prêts à s'engager. Quant aux questions d'attractivité, nous n'avons pas besoin de multiplier les grands road shows à l'autre bout du monde. D'autres solutions, agiles et économes des deniers publics, existent. Nous plaidons en particulier pour une approche concrète et métropolitaine

de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises (RSE). La création de la MGP est observée avec attention, intérêt, envie par nos partenaires européens et au-delà. Il nous appartient de saisir cette occasion historique et de développer la MGP en s'appuyant sur les meilleures expériences. Le plus urgent, c'est de changer l'atmosphère de travail et de changer notre rapport à l'international pour en faire une dimension habituelle des projets. Tous les territoires du Grand Paris doivent être outillés intelligemment pour bâtir les projets de demain avec des partenaires français, européens, internationaux. Comme à Philadelphie, nous avons besoin d'une métro-export strategy, partagée, claire, cohérente. Le temps n'est plus aux envolées lyriques sur les gares du Grand Paris Express ou « le réseau le plus digital du monde », mais à la capacité des territoires de devenir autant de lieux rassurants où les investissements seront rentabilisés et sécurisés avec les gens. Nous pouvons être à la fois modestes et conquérants si nous nous attachons à élaborer une

gouvernance économique partagée avec le même sérieux que celui mis à gérer les équilibres institutionnels et politiques de la MGP. La priorité de la MGP, c'est de créer de la confiance, du lien, de la sécurité, pour les contrats comme pour les gens.

La compétition amicale entre territoires pour attirer les installations d'hypothétiques Jeux olympiques est une bonne illustration de ce que les uns et les autres sont prêts à accomplir lorsqu'ils y voient un intérêt. Il faut arriver à formuler la Métropole aussi simplement et efficacement que le discours sur le sport et l'olympisme, et ses valeurs positives. La candidature aux JO de 2024 a tout à gagner d'une Métropole sereine. Tout comme celle qui concerne l'Exposition universelle de 2025. Mais ces deux démarches illustrent aussi que de nouvelles formes de gouvernance économique et territoriale sont tout à fait possibles à grande échelle. La MGP, c'est un peu comme un « grand événement » désormais inscrit dans le quotidien. Elle peut gagner la bataille de la lutte contre la pauvreté et devenir un lieu privilégié (safe haven) pour l'accueil et la valorisation de nombreux capitaux. À vrai dire, nous pensons que ces deux dimensions sont inséparables. La MGP a d'abord besoin d'une administration de mission, une task force légère, parfaitement informée et expérimentée, frugale et en prise directe avec la société civile.



NICOLAS BUCHOUD

Diplômé de Sciences Po, Nicolas Buchoud dirige le cabinet de conseil Renaissance Urbaine qu'il a fondé en 2006 avec le Dr Lan-Phuong Phan www.renaissance-urbaine.fr.

Il est depuis 2011 Président du Cercle Grand Paris de l'Investissement Durable www.cerclegrandparis.org.

Il a récemment collaboré à l'ouvrage collectif *Designed for the Future* (Princeton Architecture Press, 2015) et dirigé plusieurs publications sur le développement urbain (*Les dynamiques du renouvellement urbain*, 2005, *La Ville Stratégique*, 2008, *Better Professionals ! Better Cities !* 2012).

Membre de réseaux professionnels et de recherche en Allemagne (DASL), au Japon (TMU) et aux États-Unis (GPN), ses travaux sur le développement métropolitain et le Grand Paris ont notamment été récompensés par la Fondation ULI à Washington.

